

## AKTUELL

PHOTO: FLICKR, OATSY40



ESPAGNE

## Du franquisme au wertisme

Christian Steinbach

**Selon « El País », le nouveau ministre de l'éducation espagnole José Ignacio Wert serait « un des plus grands pyromanes du royaume ». Après un an sous le contrôle du technocrate, l'éducation publique semble effectivement partir en fumée.**

José Ignacio Wert n'a pas peur de se brûler les doigts en touchant des sujets chauds. Un des premiers projets du ministre a été d'éliminer la fameuse « éducation à la citoyenneté », matière controversée introduite par le gouvernement Zapatero. En citant un manuel scolaire, il cherchait à démontrer que ce cours était de l'endoctrinement idéologique - peu importe qu'en réalité il s'agissait d'un essai critique sur la matière enseignée qui n'a jamais vu l'intérieur d'une salle de classe. N'empêche que ce cours s'appelle désormais « éducation civique constitutionnelle », où l'on ne trouvera donc plus les sujets dits « controversés » comme l'homosexualité, les inégalités sociales ou le racisme. Tout ceci, paraît-il, juste pour

satisfaire le lobby catholique : c'était la conférence épiscopale qui dirigeait l'opposition contre l'« éducation à la citoyenneté ».

Prochaine incendie provoqué par le ministre : la destitution du catalan comme langue véhiculaire dans l'enseignement en Catalogne. Jusque-là les cours se tenaient en langue catalane, dorénavant celle-ci passera au quatrième rang, après l'anglais et une deuxième langue étrangère. Pour mettre encore de l'huile sur le feu, Wert (qui d'ailleurs maîtrise le catalan) a déclaré ouvertement que son but était d'« espagnoliser les élèves catalans ». Vu que l'emploi du catalan était interdit sous la dictature franquiste, de telles déclarations font ressurgir de mauvais souvenirs : « Si on a résisté à Franco, on résistera aussi à Wert », a déclaré Irene Blegauer, présidente de l'association d'enseignants Rosa Sensat, pendant que « El País » a rappelé que « Déjà Franco a espagnolisé... et échoué ».

Puisque de toute façon le ministre ne compte pas reprendre « une virgule » de ce qu'il a dit, les représen-

tants du gouvernement catalan ont jugé inutile de se déplacer à Madrid pour une conférence convoquée par Wert en début du mois. Ils n'étaient d'ailleurs pas les premiers : en mai, les directeurs des universités avaient décidé unanimement de boycotter, pour la première fois dans l'histoire, la réunion du conseil des universités.

### Le marché dicte la réforme

Quelques jours auparavant, le gouvernement avait fait passer des coupes budgétaires de 3,8 milliards d'euros pour l'éducation, ce qui a été interprété globalement comme le pire assaut de tous les temps à l'éducation publique. Outre le boycott des directeurs des universités, ceci avait provoqué la première grève générale dans l'éducation : le 22 mai, des centaines de milliers d'étudiants, parents et enseignants, de la maternelle jusqu'à l'université prenaient la rue ; une prochaine grève est prévue pour février. On peut déceler un profond sentiment d'injustice chez tous les concernés, qui trouvent que « l'éducation n'est

pas responsable de la crise », comme on pouvait lire sur les panneaux lors de la grève générale du 14 novembre.

Mais à qui la faute ? Au gouvernement actuel ou aux gouvernements antérieurs ? A l'Euro(pe), aux banques ? Wert justifie ses mesures par les contraintes imposées par Bruxelles concernant le déficit public. Rappelons qu'en juin, l'Espagne avait reçu un crédit de 100 milliards d'euros - destiné uniquement à sauver ses banques, bien entendu. Or, il paraît que pour les sauver, on a choisi de sacrifier l'éducation.

Bien sûr, il ne suffit pas seulement de réduire le budget de l'éducation, encore faut-il la réformer. Voilà pourquoi le ministre vient de présenter son avant-projet de loi dit d'« amélioration de la qualité éducative ». Dès le premier paragraphe, on y apprend que l'éducation est « le moteur qui promeut la compétitivité de l'économie et la cote de prospérité d'un pays », et que par conséquent l'améliorer signifie « un appui pour la croissance économique » et « obtenir des avantages compétitifs sur le marché mondial ». De surcroît, il faut mesurer la qualité de l'éducation « en fonction de l'output (résultats des étudiants) et non pas en fonction de l'input (niveaux d'investissement, nombre de professeurs, nombre d'écoles, etc.) ». Le projet de réforme, rejeté par tous les partis sauf le Parti Populaire du chef du gouvernement Mariano Rajoy, compte structurer l'éducation en fonction des exigences du marché. Et en marché, Wert s'y connaît : après un court passage en politique au début des années 1980, il est passé dans le privé où il s'est spécialisé dans les sondages d'opinions, analyses d'audiences et analyses de marché.

Au moins, dans son poste actuel, il n'a plus à s'inquiéter des sondages. Puisqu'il n'appartient à aucun parti et n'a pas été élu, il n'a des comptes à rendre à personne - sauf peut-être au roi. Il paraît que lors de la fête nationale du 12 octobre, Juan Carlos, qui jusque-là n'est presque jamais intervenu en politique, aurait confié au président d'avoir dit « à ce pauvre Wert que ce qu'il a dit sur les Catalans était très mauvais ». Reste à espérer que l'intervention royale calmera quelque peu l'ardeur de ce pyromane, qui en plus a acquis la réputation de tête de mule. En effet, le concept de discussion constructive ne semble pas entrer dans sa définition de la politique. Les politiciens ne se donnent plus la peine d'aller aux réunions, et pendant les grèves les étudiants chantent : « Ils appellent ça démocratie, je ne le vois pas ».